



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques  
5 rue Hinzelin  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment A  
57009 Metz Cedex  
pra.spra.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le vendredi 16 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ESTIA RESEAUX DE CHALEUR**

6 rue des Trézelots  
BP 7  
54425 Pulnoy

Références : SPRA-PRA-26-R-15  
Code AIOT : 0006200472

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement ESTIA RESEAUX DE CHALEUR implanté 28 rue Joseph Florentin 54000 Nancy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESTIA RESEAUX DE CHALEUR
- 28 rue Joseph Florentin 54000 Nancy
- Code AIOT : 0006200472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR, dont le siège se situe 6 rue des Trézelots à PULNOY, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine ainsi qu'une installation de cogénération au 28, rue Joseph Florentin à NANCY (54000), par arrêté préfectoral n°2020/1432 du 22 décembre 2020. Elle est autorisée au titre de la rubrique n°3110 de la nomenclature des installations classées.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Contenu de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 181-25 (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
5	Accessoires de sécurité des nouvelles tuyauteries de gaz naturel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 (partiel)	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	APMED n°2025-0085	AP de Mise en Demeure du 28/04/2025, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	APMED n°2025-0047	AP de Mise en Demeure du 25/03/2025, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Modification	Code de l'environnement	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 01/01/2024, article II du R. 181-46		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté sur le suivi des échéances relatives à la précédente visite de 2025 concernant les équipements contenant du gaz naturel exploités par la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR SAS.

Cette visite a été réalisée dans le cadre des arrêtés préfectoraux de mise en demeure n°2025-0428 du 28 avril 2025 et n°2025-0047 du 25 mars 2025.

Les constats réalisés par l'Inspection de l'environnement ont mis en évidence que les arrêtés préfectoraux de mise en demeure susmentionnés sont respectés. Au regard de ces éléments, il est proposé à Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle de les lever. Des demandes d'actions correctives et de transmission de justificatifs ont toutefois été formulées dans le cadre de la présente visite.

Le contexte, les constats ainsi que leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMED n°2025-0085

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/04/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 14/01/2025</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 28/05/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR SAS dont le siège social est situé 6 rue des Trézelots à PULNOY (54425) est mise en demeure de régulariser la situation administrative des équipements sous pression suivants exploités 28 rue Joseph Florentin à NANCY (54000), au regard de la réglementation applicable aux produits et équipements à risques : <ul style="list-style-type: none"> <li>tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 80 et de pression de service 15 bar identifiée au sein du programme de contrôle de l'exploitant susvisé,</li> <li>réservoir de gaz naturel de diamètre nominal 800 et de pression de service 15 bar, numéro de fabrication D20-034, année de construction 2020, fabricant 2 ERT EST.</li> </ul>

A cette fin, l'exploitant doit sous un mois conformer le réservoir de gaz naturel ainsi que la tuyauterie susmentionnée à l'article 3-I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé .

L'exploitant doit également sous six mois au plus tard :

- réaliser une inspection périodique du réservoir de gaz naturel susmentionné conformément aux dispositions de l'article 16-II de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 en ce qui concerne la visite interne du réservoir et la vérification de l'ensemble des accessoires de sécurité de ces équipements conformément à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé,
- réaliser une inspection périodique de la tuyauterie de gaz naturel susmentionnée conformément aux dispositions du II et du III de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 en ce qui concerne la vérification de l'ensemble des accessoires de sécurité de ces équipements conformément à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ainsi qu'en tenant compte des modes de dégradations spécifiques aux interfaces air/sol et au vieillissement du revêtement des tuyauteries enterrées,
- respecter, conformément à l'article R557-14-2 du code de l'environnement, les conditions d'utilisation et de maintenance prévues au sein de la notice d'instruction du réservoir de gaz naturel ainsi que de la tuyauterie associée en ce qui concerne le suivi des cycles de pleine amplitude, la vérification interne des équipements par endoscope et l'installation d'un accessoire de sécurité.

**Constats :**

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que les équipements suivants ont été mis à l'arrêt et démontés :

- tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 80 et de pression de service 15 bar identifiée au sein du programme de contrôle de l'exploitant susvisé,
- réservoir de gaz naturel de diamètre nominal 800 et de pression de service 15 bar, numéro de fabrication D20-034, année de construction 2020, fabricant 2 ERT EST.
- 

Au regard de ce constat, la mise en demeure susmentionnée peut être levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 :** APMED n°2025-0047

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 25/03/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi des tuyauteries de gaz combustible

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 25/06/2025

**Prescription contrôlée :**

La SAS « ESTIA RESEAUX DE CHALEURS », SIREN n° 497905992, dont le siège social est situé 6 rue des Trezelots à PULNOY (54425), est mise en demeure pour l'exploitation des installations de sa chaufferie urbaine sur le territoire de la commune de Nancy, sise 28 rue Joseph Florentin, de se conformer complètement et strictement, aux prescriptions suivantes dans un délai maximal de

<p><b>trois (3) mois</b> à compter de la date de notification de la présente injonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>réaliser une vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries de gaz combustible enterrées conformément aux dispositions de l'article 58-II de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.</li> </ul> <p><b>Article(s) connexe(s) :</b>  <b>II de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110</b>  Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'Inspection constate que l'exploitant ne dispose plus de tuyauteries enterrées, à la suite de la mise à l'arrêt de ses équipements.  Le jour de la visite, l'Inspection a consulté la procédure opérationnelle relative au test d'étanchéité sous pression des tuyauteries de gaz naturel. Cette procédure prévoit la réalisation d'un test d'étanchéité consistant à interrompre l'alimentation en gaz naturel par la fermeture de la vanne de la tuyauterie située au niveau du poste GRDF, puis à vérifier le maintien en pression de la tuyauterie.</p> <p>À l'occasion de cette visite, l'Inspection a identifié deux risques associés à cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un risque existe dans le cas où la vanne serait passante, pouvant conduire à une alimentation continue de la tuyauterie en gaz naturel, ce qui ne permettrait pas d'observer une baisse de pression et, par conséquent, de détecter une fuite ;</li> <li>un risque existe également qu'une fuite de faible importance ne soit pas détectée si le test d'étanchéité n'est pas réalisé sur une durée suffisamment longue.</li> </ul> <p>En réponse à ces observations, l'exploitant a proposé, le jour de la visite, de compléter la procédure en ouvrant, à l'issue du test, l'évent de la tuyauterie de gaz naturel afin de provoquer une chute de pression, puis de vérifier, après fermeture de l'évent, l'absence de remontée de pression, permettant ainsi de s'assurer que la vanne n'est pas passante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra compléter sa procédure afin de s'assurer que la vanne située au niveau du poste GRDF n'est pas passante. En outre, l'exploitant est invité à prendre en compte l'état de l'art tel que formulé dans le guide GESIP n° 2007/06 de juillet 2016, intitulé « Épreuves », lequel recommande une durée d'au moins une heure pour la réalisation d'un test d'étanchéité sur des tronçons d'un volume inférieur à 20 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 3 : Modification

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article II du R. 181-46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 14/01/2025</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, l'Inspection avait constaté que les installations de gaz naturel de l'établissement avaient été modifiées en 2020 au niveau du poste de livraison de gaz, notamment par l'ajout d'un accessoire de tuyauterie de diamètre nominal 800 et de pression de service 15 bars, modifiant les risques de l'établissement, et ce, sans qu'un porter-à-connaissance ait été effectué auprès de Monsieur le préfet.</p> <p>Lors de la visite actuelle, l'Inspection a constaté que cet équipement avait été mis à l'arrêt et démonté.</p> <p>La non-conformité relevée lors de la précédente visite est donc considérée comme levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Contenu de l'étude de dangers

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 181-25 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude de dangers</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/01/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, l'Inspection avait relevé que l'étude de dangers de l'exploitant indiquait que l'établissement n'était pas concerné par un risque lié à la présence de canalisations de transport de matières dangereuses. Or, l'étude de dangers de la société GRDF relative aux canalisations de distribution de gaz à hautes caractéristiques sur le territoire de la commune de Nancy mentionne la chaufferie d'ESTIA dans sa zone d'effets dominos. GRDF avait contacté l'exploitant afin de connaître l'impact de ses ouvrages sur l'ICPE, mais aucun retour n'avait été</p>

<p>fourni, faute d'analyse dans l'étude de dangers de l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, le scénario d'une fuite au niveau de la tuyauterie de gaz naturel, appartenant à l'ICPE, de diamètre nominal 80 et de pression de service 16 bars, enterrée le long du mur d'enceinte de l'installation, n'avait pas été étudié dans l'étude de dangers.</p> <p>Lors de la présente visite, il a été constaté que la tuyauterie de gaz naturel susmentionnée avait été mise à l'arrêt.</p> <p>En outre, l'exploitant a présenté, lors de la visite, un extrait de la dernière version de son étude de dangers montrant que la rupture de la tuyauterie de GRDF est désormais prise en compte dans l'analyse préliminaire du risque.</p> <p>L'exploitant n'a néanmoins pas transmis ces éléments à GRDF afin que cette société puisse en tenir compte dans son étude de dangers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à GRDF les éléments pertinents de son étude de dangers relatifs à la prise en compte de la rupture de la canalisation de distribution de gaz naturel à hautes caractéristiques de cette société.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 5 : Accessoires de sécurité des nouvelles tuyauteries de gaz naturel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p> <p>[...]</p> <p>V. - [...] La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. [...] Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'Inspection a constaté la présence de deux tuyauteries de gaz naturel en cours de fabrication, respectivement de diamètre nominal 80 et 150, destinées à remplacer les anciens équipements qui ont été arrêtés.</p> <p>Il a été observé que la tuyauterie de diamètre nominal 80 est dépourvue d'accessoire de sécurité. Par ailleurs, l'évent de la soupape de la tuyauterie de diamètre nominal 150 est orienté vers le sol, ce qui présente un risque de formation d'un nuage explosif en cas de déclenchement.</p>

De plus, cette soupape est située vers la fin du tracé de la tuyauterie, ce qui implique qu'en cas de défaillance des détendeurs, elle pourrait ne pas absorber de manière suffisante la pression dans la tuyauterie.

Les tuyauteries n'étant pas mise en service pour le moment, l'Inspection ne propose pas de mise en demeure à Monsieur le préfet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour la tuyauterie de diamètre nominal 80, l'exploitant devra s'assurer que la pression au sein de la tuyauterie de gaz naturel est cohérente avec la pression de livraison maximale prévue en fonction du réglage de l'accessoire de sécurité du poste de distribution de GRDF, et transmettre les justificatifs correspondants à l'Inspection.

Pour la tuyauterie de diamètre nominal 150, l'exploitant devra repositionner l'évent de la soupape pour réduire le risque de nuage explosif et transmettre une note de calcul démontrant que, en cas de défaillance des détendeurs, la pression au sein de la tuyauterie reste conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, qui autorise un dépassement temporaire de la pression maximale admissible limité à 10 %.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois